



Conseil de sécurité

Distr. générale
25 avril 2019
Français
Original : anglais

Application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité

Vingt-neuvième rapport semestriel du Secrétaire général au Conseil de sécurité

1. Le présent rapport semestriel est le vingt-neuvième concernant l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité. On y trouve une évaluation de l'application de cette résolution depuis la publication de mon précédent rapport sur la question, le 15 octobre 2018 (S/2018/920), ainsi qu'un compte rendu de l'évolution de la situation jusqu'au 8 avril 2019.

I. Application de la résolution 1559 (2004)

2. Depuis que la résolution 1559 (2004) a été adoptée par le Conseil de sécurité le 2 septembre 2004, sa mise en œuvre n'a pas beaucoup progressé et un certain nombre de ses dispositions, notamment celles concernant l'existence et les activités des milices libanaises et non libanaises, ne sont toujours pas appliquées.

A. Souveraineté, intégrité territoriale, unité et indépendance politique du Liban

3. Par l'adoption de la résolution 1559 (2004), le Conseil de sécurité entendait renforcer la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'unité et l'indépendance politique du Liban, sous l'autorité exclusive de l'État s'exerçant sur l'ensemble du territoire libanais, conformément aux Accords de Taëf de 1989, auxquels tous les partis politiques libanais ont souscrit. Cet objectif reste ma priorité.

4. Près de neuf mois après la tenue des élections législatives, le Premier Ministre libanais, Saad Hariri, a annoncé, le 31 janvier 2019, la formation d'un nouveau gouvernement, comme je l'avais indiqué dans mon rapport sur l'application de la résolution 1701 (2006) (S/2019/237). La composition du Gouvernement, qui compte 30 ministres, reflète les résultats des élections législatives, comme indiqué dans mon rapport sur l'application de la résolution 1559 (S/2018/480), le parti Kataëb restant dans l'opposition. Il comprend notamment quatre femmes, dont la première femme Ministre de l'intérieur de la région arabe.

5. Dans une déclaration faite le 1^{er} février, je me suis félicité de la formation d'un nouveau gouvernement et ai rappelé la volonté de l'ONU d'appuyer le Liban pour



renforcer sa souveraineté, sa stabilité et son indépendance politique, conformément aux Accords de Taëf et à la Déclaration de Baabda, et pour mettre effectivement en œuvre les résolutions 1701 (2006) et 1559 (2004) du Conseil de sécurité et les autres résolutions qui demeurent essentielles à la stabilité du Liban et de la région.

6. Comme je l'ai noté dans mon dernier rapport sur l'application de la résolution 1701 (2006) (S/2019/237), le Gouvernement a approuvé, le 7 février 2019, une déclaration ministérielle, à l'issue de consultations avec les partis politiques, dans laquelle il a réaffirmé sa volonté de mettre en œuvre un programme économique et social ainsi que de réformes, d'investissements et de services. Le nouveau Gouvernement a obtenu un vote de confiance le 15 février, avec 111 voix sur 128 à l'Assemblée.

7. Comme en 2016, le Gouvernement a réaffirmé l'attachement du Liban à la résolution 1701 (2006) et son intention d'appuyer l'armée et les forces de sécurité. Il y a également rappelé le droit des citoyens libanais de résister à l'occupation d'Israël, de repousser ses agressions et de recouvrer les territoires occupés. Comme par le passé, le nouveau Gouvernement s'est engagé à renforcer le dialogue libano-palestinien afin de prévenir toute recrudescence des tensions dans les camps, conformément à la vision unifiée du Liban concernant la question des réfugiés palestiniens au Liban. Il a renouvelé son attachement à la politique de dissociation et réaffirmé dans une déclaration son intention de continuer à consolider les droits des femmes ainsi que leur place dans la vie publique et politique et d'éliminer toutes les formes de discrimination contre elles. En revanche, aucune référence n'a été faite au dialogue national ou à une stratégie de défense nationale, contrairement à la déclaration de 2016.

8. Au cours de la période considérée, le Premier Ministre a renouvelé publiquement l'attachement de son gouvernement à la politique de dissociation, la dernière fois le 3 avril, lors d'une réunion avec des ambassadeurs de l'Union européenne.

9. La question de la normalisation des relations entre le Liban et la République arabe syrienne et la politique de dissociation ont continué d'influencer la dynamique politique. À cet égard, le Premier Ministre aurait déclaré le 19 mars qu'en ce qui concernait la normalisation des relations avec le régime syrien, le Liban appliquait une politique de dissociation et était attaché à la position de la Ligue arabe et à ses décisions concernant le régime syrien.

10. Le nombre de réfugiés syriens accueillis par le Liban et dûment enregistrés était de 944 613 au 31 mars 2019. Les participants à la troisième Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, qui s'est tenue du 12 au 14 mars, ont annoncé des contributions en faveur de la Syrie et de la région, y compris du Liban, se chiffrant à 7 milliards de dollars pour 2019, ainsi que des engagements pluriannuels de près de 2,4 milliards de dollars pour 2020 et après. En outre, les institutions financières internationales et les donateurs ont annoncé qu'ils consentiraient de nouveaux prêts à des conditions concessionnelles d'un montant de 20,7 milliards de dollars.

11. Dans sa résolution 1680 (2006), le Conseil de sécurité a vivement encouragé le Gouvernement syrien à donner suite à la demande faite par le Gouvernement libanais de délimiter leur frontière commune. Cette opération reste indispensable pour permettre un contrôle et une gestion efficaces des frontières, y compris en ce qui concerne la circulation des personnes et les mouvements éventuels d'armes.

12. La délimitation et la démarcation des frontières du Liban demeurent essentielles pour garantir la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du pays. Si la délimitation des frontières est, en soi, une question bilatérale, le Liban et la

République arabe syrienne sont tenus d'avancer sur cette question, conformément aux dispositions de la résolution 1680 (2006). Au mois de mars 2019, aucun incident aux frontières orientale et septentrionale n'avait été signalé.

13. Israël occupe toujours la partie nord du village de Ghajar et la zone adjacente située au nord de la Ligne bleue, en violation de la souveraineté du Liban et des résolutions 1559 (2004) et 1701 (2006).

14. Aucun progrès n'a été enregistré sur la question de la zone des fermes de Chebaa. En outre, ni la République arabe syrienne ni Israël n'ont réagi à la définition provisoire de cette zone que mon prédécesseur avait donnée dans son rapport du 30 octobre 2007 sur l'application de la résolution 1701 (2006) (S/2007/641). Dans le discours qu'il a prononcé au trentième sommet de la Ligue des États arabes à Tunis le 31 mars 2019, après la décision prise par le Gouvernement des États-Unis le 25 mars de reconnaître la souveraineté d'Israël sur le Golan syrien occupé, le Président Aoun a déclaré que cette décision menaçait la souveraineté du Liban, dont certaines terres étaient progressivement annexées par Israël, en particulier dans la zone des fermes de Chebaa et des collines de Kfarchouba, ainsi que dans le nord de Ghajar. Le fait que ces terres appartiennent au Liban était attesté par des documents et des cartes internationalement reconnus. Dans un tweet du 30 mars, évoquant la décision des États-Unis, le Ministre des affaires étrangères, Gebran Bassil, a exprimé le soutien arabe au droit de la République arabe syrienne de recouvrer le Golan occupé et à celui du Liban de recouvrer les fermes de Chebaa, les collines de Kfarchouba et la partie nord du village de Ghajar. Dans un discours du 26 mars, le Secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a déclaré que quiconque doutait encore ou restait perplexe sur ce point devrait comprendre que, après la décision des États-Unis concernant Jérusalem et le plateau du Golan, la seule possibilité pour les Syriens de récupérer le Golan et pour les Libanais de récupérer les fermes de Chebaa, les collines de Kfarchouba et la partie libanaise du village de Ghajar était de résister, encore et toujours.

15. Des drones et des avions, y compris des avions de chasse, des Forces de défense israéliennes ont continué de survoler au quotidien le territoire libanais pendant la période considérée, en violation de la souveraineté du Liban et des résolutions 1559 (2004) et 1701 (2006).

16. Comme indiqué dans mon rapport sur l'application de la résolution 1701 (2006) (S/2019/237), les Forces de défense israéliennes ont informé, le 4 décembre 2018, le Chef de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban et commandant de la force qu'elles avaient lancé l'opération Bouclier du Nord en vue de mettre en évidence et de détruire des tunnels qui auraient été creusés par le Hezbollah de l'autre côté de la Ligne bleue. Elles ont également annoncé l'opération au Conseil de sécurité dans une lettre adressée à son président (S/2018/1082) et aux médias. Dans une lettre datée du 6 décembre 2018 adressée au Président du Conseil de sécurité et à moi-même (A/73/631-S/2018/1091), la Représentante permanente du Liban a exprimé la vive condamnation de son gouvernement à la suite de ce qu'elle a qualifié de campagne politique et diplomatique déclenchée contre le Liban par Israël, craignant qu'elle ne soit le prélude à de nouvelles attaques. Elle a ajouté que cette campagne s'accompagnait d'actes gravissimes, le dernier en date étant une attaque contre le réseau de communication libanais par l'infiltration du réseau téléphonique et l'envoi de messages codés à de paisibles habitants de la partie sud du village de Kfar Kila, les mettant en garde contre des explosions imminentes sur le territoire libanais, qui mettraient leur vie en danger.

17. Dans des lettres identiques datées du 26 décembre 2018, adressées au Président du Conseil de sécurité et à moi-même (A/73/695-S/2018/1162), la Représentante permanente du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies a transmis le

message de son gouvernement, selon lequel, le 25 décembre, des avions de combat israéliens avaient violé l'espace aérien libanais pour mener des raids en territoire syrien, faisant observer que, par cette nouvelle violation, Israël renouait avec une pratique dangereuse consistant à violer l'espace aérien libanais pour mener des raids contre le territoire syrien, et elle a demandé au Conseil de sécurité de condamner ces actes. Elle a également souligné que cette violation avait mis en danger l'aviation civile dans l'espace aérien libanais et failli provoquer une catastrophe majeure. La Représentante a à nouveau fait part de cette préoccupation dans des lettres identiques adressées au Président du Conseil de sécurité et à moi-même le 27 décembre 2018 ([A/73/713-S/2018/1170](#)), notant que ces actes exposaient à un danger imminent la vie de centaines de passagers.

18. Dans sa déclaration ministérielle, le Gouvernement s'est engagé à ce que la lumière soit faite sur l'assassinat de l'ancien Premier Ministre Rafic Hariri et de ses compagnons. Il a redit son intention de suivre les travaux du Tribunal spécial pour le Liban, qui avait été créé en principe pour rétablir la justice et la vérité, loin de toute politisation ou vengeance, d'une manière qui ne se répercuterait pas négativement sur la stabilité du Liban, son unité et sa paix civile. Dans sa déclaration à l'occasion de la commémoration de la mort de son père, le 14 février, le Premier Ministre a réaffirmé que le verdict ne serait pas un moyen de vengeance, mais un chemin qui mène à la justice. Le Liban a versé sa contribution au budget 2019 du Tribunal le 28 février.

B. Extension de l'autorité de l'État à l'ensemble du territoire libanais

19. L'État a poursuivi ses efforts en vue d'étendre son autorité à l'ensemble du territoire libanais, conformément aux dispositions des Accords de Taëf et de la résolution [1559 \(2004\)](#).

20. Pendant la période considérée, les conditions de sécurité sont demeurées stables au Liban. Lors d'une conférence organisée le 26 novembre par la Direction de la sûreté générale et consacrée au thème de l'élimination du terrorisme dans la région et de l'incidence de celui-ci sur le continent africain, le Ministre de l'intérieur de l'époque, Nouhad Machnouk, aurait déclaré que le Liban avait mis en échec le terrorisme grâce à la cohésion nationale, à la conscience politique et aux institutions militaires et de sécurité. À cette même conférence, le Chef de la sûreté générale, le général de division, Abbas Ibrahim, aurait insisté sur la nécessité de faire face à la menace du terrorisme en adoptant une politique de sécurité transfrontière.

21. L'Armée libanaise a continué de prendre des mesures pour préserver la sécurité du pays. Le 29 décembre, deux soldats auraient été blessés lors d'une descente au domicile d'une personne recherchée à Brital lorsque les agresseurs ont ouvert le feu sur la patrouille.

22. Même si les conditions de sécurité se sont améliorées dans l'ensemble, le retour éventuel des combattants associés à l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) est une source de préoccupation majeure pour le Liban. À cet égard, l'Armée libanaise a continué d'arrêter des individus soupçonnés d'être associés à des groupes extrémistes ou de leur apporter un soutien. Le 9 janvier, la Direction de la sûreté générale a arrêté les membres d'une cellule qui appartiendrait à l'EIIL et qui prévoyaient de mener des opérations contre des postes et des patrouilles de l'armée libanaise à Ersal.

C. Dissolution et désarmement de toutes les milices libanaises et non libanaises

23. Dans sa résolution [1559 \(2004\)](#), le Conseil de sécurité a demandé que toutes les milices libanaises et non libanaises soient dissoutes et désarmées. Cette prescription essentielle, qui n'a toujours pas été mise à effet, reprend et réaffirme une décision que tous les Libanais s'étaient engagés à respecter dans les Accords de Taëf.

24. Les milices libanaises et non libanaises actives dans le pays ont continué d'échapper à l'autorité de l'État, en violation de la résolution [1559 \(2004\)](#). Bien que plusieurs factions politiques, toutes tendances confondues, possèdent des armes en marge du contrôle de l'État, le Hezbollah est la milice la plus lourdement armée du Liban. Dans un État démocratique, il est tout à fait anormal qu'un parti politique ait une milice qui n'a pas de compte à rendre aux institutions gouvernementales démocratiques de l'État, mais qui a le pouvoir d'engager cet État dans une guerre.

25. Le fait que le Hezbollah et d'autres groupes reconnaissent ouvertement détenir des stocks d'armes dont le nombre ne cesse de croître entrave sérieusement la capacité de l'État d'exercer pleinement sa souveraineté et son autorité sur son territoire. Dans un entretien accordé à une chaîne de télévision le 26 janvier, le Secrétaire général du Hezbollah a réaffirmé, comme il l'avait déclaré le 20 septembre 2018, que le Hezbollah était en possession de missiles de précision (voir [S/2018/920](#)). Il a ajouté, en réponse à une question, que le Hezbollah possédait suffisamment de missiles de précision pour faire face à Israël en cas de guerre future, pour frapper n'importe quelle cible dans le cadre de son plan de bataille et qu'il possédait des missiles de précision en quantité suffisante qui n'avait plus besoin d'être transférés.

26. Aucun progrès tangible n'a été accompli en ce qui concerne la dissolution et le désarmement des milices libanaises et non libanaises, prévus par les Accords de Taëf et la résolution [1559 \(2004\)](#). Depuis l'adoption de cette résolution, aucune mesure concrète n'a été prise pour régler cette question cruciale, qui est au cœur de la souveraineté et de l'indépendance politique du Liban. Nombre de voix ont continué de s'élever dans le pays contre le maintien par le Hezbollah d'un arsenal militaire en dehors de tout cadre juridique et son implication en République arabe syrienne qui sont, selon elles, des facteurs de déstabilisation pour le pays et la démocratie. De nombreux Libanais craignent que ces armes en viennent à être utilisées au Liban pour des raisons politiques.

27. Dans une lettre datée du 26 octobre 2018, adressée au Président du Conseil de sécurité et à moi-même ([S/2018/960](#)), le Représentant permanent d'Israël a dénoncé, au nom de son gouvernement, les activités de conversion de missiles du Hezbollah, alléguant en outre qu'elles étaient menées au milieu des agglomérations civiles. Il a demandé aux autorités libanaises de prendre les précautions qui s'imposaient pour faire en sorte que des installations ou des fonds ne servent pas aux activités du Hezbollah. Comme je l'ai noté dans mon rapport sur l'application de la résolution [1701 \(S/2019/237\)](#), dans une lettre datée du 28 février 2019 adressée à la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, la Représentante permanente adjointe d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies a déclaré au nom de son gouvernement que le régime iranien continuait de développer l'arsenal d'armements du Hezbollah de diverses manières, notamment au moyen de son programme de conversion de missiles à guidage de précision qu'il avait mis en place dans les agglomérations civiles partout au Liban et par le renforcement des équipements de fabrication d'armes pour le Hezbollah au Liban et en République arabe syrienne. Il était avancé dans la lettre qu'il avait été fait état ces derniers mois d'une augmentation considérable des transferts d'armes depuis Téhéran vers l'aéroport international Rafic Hariri, à Beyrouth. En outre, il y était dit que le régime

iranien fournissait également des formations et une assistance techniques au Hezbollah pour lui permettre de fabriquer, d'entretenir et d'utiliser sans aide ces armes et ces équipements sophistiqués. L'ONU n'est pas en mesure de vérifier ces informations.

28. La participation du Hezbollah et d'autres Libanais au conflit en République arabe syrienne continue de contrevenir à la politique de dissociation et aux principes de la Déclaration de Baabda. Lors d'un entretien accordé à une chaîne de télévision le 26 janvier dans lequel il évoquait l'annonce du retrait des troupes américaines de la République arabe syrienne, le Secrétaire général du Hezbollah a déclaré que la présence de son parti se justifiait toujours, car elle répondait à une demande émanant du Gouvernement syrien. Dans une lettre datée du 13 mars 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité et à moi-même (S/2019/234), le Représentant permanent d'Israël a déclaré au nom de son gouvernement que les Forces de défense israéliennes avaient mis au jour un réseau terroriste syrien du Hezbollah s'étendant de la ville de Hader, à l'extrémité septentrionale du plateau du Golan, aux villes d'Arné et de Khan Arnabé, puis de Qouneïtra.

29. Durant l'entretien du 26 janvier mentionné précédemment, le Secrétaire général du Hezbollah a déclaré que si son parti était invité à débattre de la stratégie de défense nationale, il serait prêt à le faire sans conditions préalables et à tout moment, ajoutant qu'il avait déjà présenté sa vision en la matière en 2006.

30. Pendant la période considérée, l'état de la sécurité dans les camps de réfugiés de Palestine est demeuré relativement calme. Toutefois, plusieurs groupes armés palestiniens sont restés actifs dans le pays, à l'intérieur et à l'extérieur des camps de réfugiés. Le 15 octobre, des affrontements violents à l'arme lourde et des tirs de roquettes, qui auraient fait 6 morts et 26 blessés, ont éclaté dans le camp de Miyé-Miyé entre les partisans du Mouvement Ansar Allah et ceux du Fatah. En conséquence, la plupart des habitants du camp ont été contraints de quitter le camp, des dommages considérables sont à déplorer et les activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) sont suspendues. Le 25 octobre, le Président Aoun a déclaré que l'Armée libanaise continuerait de faire le nécessaire pour maintenir la sécurité et la stabilité dans la région. Un cessez-le-feu est entré en vigueur le 28 octobre. Lorsqu'il s'est rendu dans la ville de Miyé-Miyé le 30 octobre, l'ancien Ministre de l'information, Melhem Riachi, aurait déclaré inadmissible la détention d'armes en dehors de l'autorité de l'État. Il a ajouté que l'Armée libanaise, qui assumait ses responsabilités jusqu'au bout, était la seule responsable en la matière. Une fusillade qui aurait impliqué le fils du fugitif Bilal Abou Arqoub, affilié au groupe extrémiste de Bilal Badr, a fait quatre blessés à Aïn el-Héloué le 15 mars.

31. La présence hors des camps de groupes armés palestiniens reste également une réalité. Nonobstant la décision prise en 2006 dans le cadre du dialogue national, et confirmée ultérieurement, de désarmer dans les six mois les milices palestiniennes présentes hors des camps, aucun progrès n'a été fait au cours de la période considérée en ce qui concerne le démantèlement des bases militaires du Front populaire de libération de la Palestine – Commandement général et du Fatah-Intifada dans le pays.

32. Le 21 janvier, le service du renseignement de l'Armée libanaise a déclaré avoir arrêté une personne ayant effectué des opérations de reconnaissance et de surveillance pour le compte des services de renseignement israéliens dans le cadre de l'affaire de la tentative d'assassinat d'un responsable du Hamas, dont il est fait état dans mon rapport de mai 2018 (S/2018/480).

33. L'UNRWA a continué de s'attacher à fournir aux réfugiés palestiniens au Liban des services essentiels dans les domaines de la santé, de l'éducation, des secours et

de l'aide sociale, alors qu'il doit pourtant faire face à un grave déficit de financement. Il a demandé au total 1,2 milliard de dollars pour financer ses services essentiels et l'aide humanitaire vitale qu'il apporte à 5,4 millions de réfugiés palestiniens en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne, à Gaza et en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est. Dans sa déclaration ministérielle, le Gouvernement s'est engagé à travailler avec les pays frères et amis à trouver une solution à la crise de financement de l'Office.

II. Observations

34. Je me félicite de la formation du Gouvernement libanais et engage les dirigeants libanais à poursuivre sur cette lancée pour donner suite aux priorités énoncées dans la déclaration ministérielle, dont les Libanais ont hâte de voir les dividendes. La nomination de quatre femmes au Gouvernement est un fait notable, et je renouvelle mon appel aux dirigeants politiques afin qu'ils poursuivent leurs efforts pour continuer d'œuvrer à la participation pleine et effective des femmes à la vie politique libanaise.

35. Je note que le Gouvernement libanais a déclaré qu'il entendait s'attaquer en priorité à la situation économique. Cela est essentiel pour que le Liban puisse relever les défis auxquels il fait actuellement face. Il importe également de se pencher sur les autres priorités, notamment l'élaboration d'une stratégie de défense nationale dans le cadre d'un processus dirigé et pris en main par les Libanais, conformément aux obligations internationales du pays. J'engage de nouveau le Président à prendre les devants pour relancer le dialogue sur la stratégie de défense nationale et les dirigeants politiques, à le soutenir dans cette tâche. Il importe que ce dialogue réponde à la nécessité de garantir à l'État le monopole de la détention et de l'usage des armes ainsi que de l'emploi de la force, question capitale au cœur de la souveraineté et de l'indépendance politique du Liban.

36. L'engagement renouvelé dans la déclaration ministérielle à l'égard de la politique de dissociation est à saluer. J'appelle à nouveau le Gouvernement et les parties et acteurs libanais à respecter dans les faits la politique de dissociation et la Déclaration de Baabda (2012).

37. Non seulement le rôle que continue de jouer le Hezbollah dans le conflit en République arabe syrienne contrevient à la politique de dissociation et aux principes de la Déclaration de Baabda, mais il risque également d'embourber le Liban dans les conflits régionaux et menace sa stabilité ainsi que celle de la région. De surcroît, il témoigne du refus du Hezbollah de déposer les armes et de se soumettre aux institutions de l'État que la résolution 1559 (2004) visait précisément à renforcer.

38. L'omniprésence d'armes échappant au contrôle de l'État, à laquelle s'ajoute l'existence des milices armées, continue de compromettre la sécurité et la stabilité du Liban. Le fait que le Hezbollah dispose toujours d'importants moyens militaires de pointe échappant au contrôle de l'État libanais reste très préoccupant. Je constate non sans inquiétude que le Secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a encore déclaré que le Hezbollah possédait des armes de précision.

39. Je demande de nouveau au Hezbollah et à toutes les autres parties concernées de s'abstenir de toute activité militaire à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, conformément aux dispositions des Accords de Taëf et de la résolution 1559 (2004). Il est impératif que tous s'attachent à préserver et appliquer ces accords si l'on veut éviter le spectre de nouveaux affrontements entre Libanais et renforcer les institutions de l'État. Tous les acteurs concernés doivent contribuer aux efforts visant à renforcer les institutions de l'État libanais, lequel doit redoubler d'efforts pour conserver le

monopole de la détention d'armes et de l'emploi de la force sur tout son territoire. J'exhorte de nouveau le Gouvernement et l'Armée libanaise à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour empêcher le Hezbollah et les autres groupes armés de se procurer des armes et de constituer des capacités paramilitaires en marge de l'autorité de l'État, en violation des résolutions [1559 \(2004\)](#) et [1701 \(2006\)](#).

40. Le rôle qu'aurait joué le Hezbollah, de même que d'autres éléments libanais, dans les combats qui se déroulent ailleurs dans la région reste un sujet de préoccupation. Dans l'intérêt supérieur du Liban ainsi que de la paix et de la sécurité dans la région, je demande aux pays qui entretiennent des liens étroits avec le Hezbollah d'encourager celui-ci à déposer les armes et à devenir un parti politique exclusivement civil, conformément aux dispositions des Accords de Taëf et de la résolution [1559 \(2004\)](#).

41. Je condamne toutes les violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban. Ces violations portent atteinte à la crédibilité des organes de sécurité et des institutions de l'État libanais, et notamment celles qui sont chargées de sa sécurité, et inquiètent la population civile. Je demande de nouveau à Israël de respecter les obligations que lui imposent les résolutions du Conseil de sécurité et de retirer ses forces de la partie nord du village de Ghajar et de la zone adjacente située au nord de la Ligne bleue, et de mettre immédiatement fin aux survols de l'espace aérien libanais. Il est extrêmement préoccupant que les Forces de défense israéliennes se servent de l'espace aérien libanais pour frapper des cibles en République arabe syrienne, en raison du risque de conflagration. Tout survol de l'espace aérien libanais par des appareils militaires israéliens constitue une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban ainsi que des résolutions [1559 \(2004\)](#) et [1701 \(2006\)](#).

42. Le soutien que continue de témoigner la communauté internationale à l'Armée libanaise, aux Forces de sécurité intérieure et aux autres institutions chargées de la sécurité est appréciable. C'est un instrument clef dans l'action visant à maintenir l'emploi de la force exclusivement entre les mains de l'État. J'invite les donateurs à honorer les engagements qu'ils ont pris à la deuxième conférence de Rome sur le Liban.

43. Je sais gré aux intéressés des engagements qu'ils ont pris à la troisième Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, y compris le Liban, de poursuivre leur financement au Liban. J'engage les donateurs à continuer de soutenir le Liban dans la remarquable action de générosité et d'hospitalité qu'il accomplit en accueillant des réfugiés syriens, et notamment à honorer rapidement les engagements pris à la conférence et à s'employer à créer les conditions propres à permettre aux réfugiés syriens de retourner volontairement dans leur pays, dans des conditions de sécurité et de dignité.

44. L'engagement visant à prévenir les tensions dans les camps de réfugiés palestiniens, que le Gouvernement a renouvelé dans sa déclaration ministérielle, est un fait positif. Il est également indispensable d'aborder la question de la présence d'armes aux mains des milices non libanaises et de mettre en œuvre les décisions prises antérieurement dans le cadre du dialogue national. Il faut notamment que le Gouvernement libanais poursuive ses efforts pour « améliorer les conditions de vie et la situation sociale et humanitaire des Palestiniens résidant dans des camps – ou ailleurs – au Liban », comme il en a été décidé dans le cadre du dialogue national en 2006.

45. J'engage les donateurs à redoubler d'efforts pour assurer le financement de l'UNRWA et à maintenir ces efforts pour que l'Office puisse continuer de jouer son rôle essentiel et de dispenser ses services, qui sont d'une importance vitale pour la dignité et la sécurité des réfugiés de Palestine. Ce qui précède est sans préjudice de

la nécessité de parvenir à un règlement juste de la question des réfugiés de Palestine dans le cadre d'un accord de paix global dans la région.

46. À mesure que le Tribunal spécial pour le Liban progresse dans ses travaux, je rappelle qu'il est dans l'intérêt du Liban, conformément aux obligations qui lui incombent au regard du droit international, que les instigateurs d'actes terroristes, notamment d'assassinats politiques, rendent compte de leurs actes et que la violence ne reste pas impunie. Je salue à cet égard la volonté du Gouvernement d'établir la vérité sur cette question, ainsi qu'il s'y est engagé dans la déclaration ministérielle.

47. Le Liban a là une occasion de progresser s'agissant des dispositions de la résolution [1559 \(2004\)](#) qui n'ont toujours pas été appliquées, notamment en s'occupant de la question des armes qui continuent d'échapper au contrôle de l'État. Je compte sur le Gouvernement libanais pour continuer d'honorer les obligations internationales qui sont les siennes et je demande à toutes les parties et à tous les acteurs de respecter pleinement les dispositions des résolutions [1559 \(2004\)](#), [1680 \(2006\)](#) et [1701 \(2006\)](#). L'Organisation des Nations Unies poursuivra ses efforts pour que ces résolutions et toutes les autres résolutions sur le Liban soient appliquées dans leur intégralité.
